

## VISION DE LA CRISE ECONOMIQUE EN AFRIQUE ET AU SENEGAL

*de Souleymane Bassoum ; Coordinateur pour le Sénégal*

Lorsque les Etats-Unis s'enrhument, c'est le monde entier qui éternue. Cet adage du 20e siècle ne s'est jamais révélé aussi vrai qu'aujourd'hui alors que les économies européennes, asiatiques et africaines vacillent sous le choc d'une crise économique ayant lieu à des milliers de kilomètres. Dans le système financier actuel où tout est tellement interconnecté, ce qui a commencé par quelques décisions de prêt mal avisées aux Etats-Unis s'est répandu à travers le monde et menace d'engloutir ce dernier dans une autre grande dépression.

La crise a maintenant pris de dangereuses proportions. Elle a commencé, après une longue période d'augmentation constante des prix des logements, avec l'éclatement de la bulle immobilière aux Etats-Unis en 2004. De nombreuses familles ont été autorisées à contracter des emprunts pour acheter leur logement. Et les prêteurs avaient alors commencé à s'engager dans une pratique dite des « prêts hypothécaires à haut risque » (les subprimes) et donc à accorder des prêts à des emprunteurs « à risque » dont la solvabilité ne les qualifiait pas pour prendre des hypothèques pour l'achat de leur maison. Ces prêts à haut risque étaient généralement accordés à un taux d'intérêt faible pendant les quelques premières années mais révisé fortement à la hausse par la suite.

Alors qu'elle est, de toutes les régions du monde, celle qui est la moins intégrée à l'économie mondiale, l'Afrique est peut-être celle qui est la plus durement frappée par la crise économique. Celle-ci a en effet un impact particulièrement néfaste qui se fait sentir à quatre niveaux dans cette région.

Premièrement, les apports de capitaux privés à l'Afrique sont en baisse, après s'être envolés en 2007 pour atteindre 53 milliards de dollars, et dépasser ainsi pour la première fois les apports d'aide extérieure. Depuis l'année dernière, les bourses africaines ont accusé une baisse de 40 % en moyenne, certaines chutant même de plus de 60 % (comme au Nigéria). Au Ghana et au Kenya, les autorités ont reporté pour plus de 800 millions de dollars d'émissions d'obligations souveraines, retardant la mise en œuvre de projets de routes à péages et de gazoducs. Ces apports finançaient les investissements si nécessaires dans les infrastructures et les secteurs des produits de base. Surtout, leur essor avait fait naître l'espoir que les économies du continent avaient en quelque sorte franchi un cap — espoir vite déçu, sans qu'on puisse en quoi que ce soit en imputer la faute aux Africains.

Deuxièmement, les envois de fonds de l'étranger, qui avaient culminé aux alentours de 20 milliards de dollars en 2008, devraient diminuer cette année de 4,4 %. Ces envois jouent généralement un rôle anticonjoncturel : quand les choses vont mal pour la famille restée « au pays », on lui envoie plus d'argent. Mais aujourd'hui, c'est dans les pays d'où provient cet argent qu'il y a la crise. Or, plus de 77 % des envois de fonds vers l'Afrique viennent des États-Unis et d'Europe de l'Ouest.

Le troisième aspect a trait à l'aide extérieure. Les donateurs ont beau avoir accru en 2008 leurs apports d'aide à l'Afrique, ils sont déjà en retard de 20 milliards de dollars sur les engagements pris à Gleneagles en 2005, alors que l'économie mondiale se portait mieux. Aujourd'hui, les pressions budgétaires qui s'exercent pour la relance de leurs propres économies vont s'accroître. Si l'on retient les leçons des crises financières des années 90 en Norvège, Suède et Finlande, on peut craindre une baisse substantielle de l'aide extérieure. Ne serait-ce que pour les 2 millions d'Africains séropositifs qui suivent une thérapie antirétrovirale, la question de l'aide extérieure et de son éventuelle diminution pourrait être une question de vie ou de mort.

Quatrièmement, la chute des prix des produits de base, quoique bénéfique pour les pays africains importateurs de pétrole, entraîne une réduction majeure des exportations et des recettes publiques pour les nombreux pays de la région exportateurs de ces produits. Même les exportateurs de pétrole qui ont économisé leurs superbénéfices en 2008 (l'Angola, le Gabon et le Nigéria ont tous utilisé un prix de référence d'environ 57 dollars le baril quand le prix du pétrole sur le marché était de 140 dollars) souffrent à l'heure actuelle du fait que leur secteur non pétrolier est à la fois très réduit et très tributaire de leurs dépenses publiques. En ce qui concerne l'Angola, on s'attend à ce que son PIB fléchisse de 23 % en valeur nominale. Quant aux exportateurs d'autres produits de base, tels que la Zambie, la République démocratique du Congo ou l'Afrique du Sud, ils connaissent à présent un net recul de leurs recettes d'exportation et, dans certains cas, de leurs recettes budgétaires également.

À tout cela vient s'ajouter le fait que plusieurs pays africains présentaient des déséquilibres macroéconomiques non négligeables au moment où la crise financière a éclaté. Qui plus est, ce récent essor économique de l'Afrique tenait en partie aux réformes économiques entreprises par les dirigeants lors des dix années précédentes, mais il est à craindre que le soutien politique à la base de ces réformes s'estompe désormais. Maintenant que la plupart des pays développés mettent en œuvre ce qui ressemble à des « réformes inverses » (nationalisations de banques, programmes de dépenses publiques générateurs de déficits croissants), il va être plus difficile de maintenir l'élan des réformes sur le continent africain.

Concernant le Sénégal au-delà de la crise financière mondiale, c'est sa dette contractée par envers le secteur privé qui fragilise son économie nationale. Au Sénégal, les patrons ne craignent pas d'impact direct sur le secteur financier, mais redoutent plutôt les conséquences de la récession qui pourrait arriver. Pour le moment, leur principal problème, disent-ils, n'est d'ailleurs pas la crise financière mondiale, mais les dettes de l'Etat sénégalais vis-à-vis du secteur privé. Le ministre du logement craint même un ralentissement de la construction de logements si les émigrés sénégalais sont frappés par la crise dans leur pays d'accueil, car les flux des transferts d'argent risquent alors de fortement diminuer. Le pays est fortement touché par la crise qui en ce moment frappe de plein fouet Air Sénégal International fait. Ce dernier rencontre de nombreux problèmes entre les deux actionnaires majoritaires à savoir le Sénégal et RAM (Royal Air Maroc). La compagnie sénégal-marocaine souffre de grave manquements de liquidités, et se retrouve seule au monde car tous les fournisseurs ont déserté.

A cette crise les populations montrent leur désarroi et demandent de l'aide afin de survivre car dans certaines localités en Afrique on parle plus de vivre mais plutôt de survivre. Dans ce contexte de raréfaction de l'emploi, la charge des chefs de ménages s'accroît contrastant avec la faiblesse des revenus et des ressources. La crise ne permet plus le transfert intergénérationnel des plus jeunes vers les aînés. Les jeunes vivent la crise, les aînés la supportent. Face à la crise et aux incertitudes, de nouvelles structurations sociales apparaissent et s'ajoutent aux formes de sociabilité anciennes.

Aujourd'hui les finances du Sénégal sont au bord du gouffre, les Sénégalais le savent et en vivent les conséquences ; nos partenaires extérieurs et les bailleurs de fonds en confirment la réalité ; la cherté du

coût de la vie, le poids de la fiscalité sur les citoyens, au moment où les tenants du pouvoir n'acceptent aucune limite dans les dépenses publiques ; déstabilisent le Sénégal a déclaré Moustapha Niasse leader de l'AFP.

Pour sortir de cette crise Moustapha Niasse prône ainsi la création d'un fonds d'ajustement structurel de 300 milliards au moins, sur une période de trois ans et qui sera alimenté par le prélèvement d'une partie de recettes douanières tirées des produits chimiques entrant au Sénégal, le prélèvement sur les recettes douanières provenant des produits alimentaires importés, et en affectant 50% de la dotation des crédits de carburant et de téléphone des ministères, de l'Assemblée nationale, du Sénat, et, évidemment, en commençant par la Présidence de la République et les services qui lui sont rattachés.

Par ailleurs, Niasse ajoute, entre autres mesures des réajustements budgétaires réalistes et opportuns en mettant en mouvement les vraies priorités avec conséquemment et immédiatement, la réduction du train de vie de l'Etat et l'arrêt définitif des politiques de gabegie et de gaspillage des ressources nationales, la suspension du Conseil économique et social, la suppression de toutes les agences et que les missions qui leur sont assignées retournent dans les ministères dont relèvent les activités qu'elles sont censées mener, que les salaires des députés et des sénateurs soient revus et qu'un système de paiement d'indemnités de session puisse être étudié rapidement en attendant la suppression du Sénat.

Collaboration : Marième Diop

Mai 2009